

Grâce aux envois de fonds aux familles

ROSARLIN HERNÁNDEZ

JEANNETTE ALVARADO

ROSA MARÍA MENJIVAR

MARIO ANTONIO PANIAGUA



La scène nationale du Salvador a été marquée par la faiblesse des cours mondiaux du café, la dollarisation, la sécheresse, des prix élevés de l'énergie et du pétrole, le licenciement de milliers de fonctionnaires, la corruption, l'impunité, l'accroissement de la pauvreté, deux tremblements de terre, et le ralentissement de l'économie mondiale. Dans une large mesure, la population du Salvador a survécu grâce aux envois de fonds de l'étranger.

Une année difficile

L'année 2001 a été une année difficile. La pauvreté s'est accrue, passant de 45,1% en 1999 à 51,2%,¹ à la suite des politiques économiques et de la détérioration économique et environnementale causée par les deux tremblements de terre qui ont frappé le pays au début de l'année.

Les exportations ont chuté de 2,2%, essentiellement en raison des faibles cours mondiaux du café,² alors que les importations connaissent une hausse de 4,3%. Il en a résulté un accroissement de 14,5% du déficit commercial extérieur (1.818,3 millions de dollars US), bien au-dessus des projections du début de l'année, où l'on prévoyait une hausse des exportations de 5%.

Le secteur industriel n'a connu qu'une croissance de 3,5%, le taux le plus faible des dernières années, et la croissance a eu lieu dans des secteurs liés au bâtiment, aux plastiques, aux médicaments et à d'autres produits demandés à la suite des tremblements de terre. Les «maquiladoras» ont connu une hausse de 3,6%, bien en dessous des 12-13% qui avaient été projetés. Le secteur de l'agriculture et de l'élevage a été confronté, en 2001, à des pertes s'élevant à 508,32 millions de dollars US. Les associations de petites et micro-entreprises ont enregistré des pertes dans les ventes de 20 à 50% pour la majorité de leurs membres.

Le Ministère des finances a annoncé des recettes fiscales de 1.501,3 millions de dollars US en 2001. Ce chiffre est en hausse de 77,9 millions de dollars US par rapport à 2000, soit un accroissement de 5,5%, mais représente 61 millions de dollars de moins que l'objectif fixé dans le budget de 2001. La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) continue d'être la plus grande source de revenu. Elle a connu une hausse de 8,7% par rapport à 2000, et s'élevait à 848,8 millions de dollars US. Pour 2002, des plans de lutte contre l'évasion fiscale ont été annoncés, car seulement 452,8 millions de dollars US ont été collectés en 2001, représentant une hausse d'à peine 1,1%.

Fin 2001, le total de la dette publique intérieure et extérieure s'élevait à 4.588 millions de dollars US, représentant 32,6% du PIB. Le déficit fiscal était de 3,7% du PIB et on s'attend à ce qu'il baisse à 3,5% en 2002. Selon la FUSADES (Fondation salvadorienne pour le développement économique et social) les pourcentages considérés viables étaient de 1,8% pour 2001 et 2,4% pour 2002.

Le Ministère des finances a annoncé un taux de chômage de 7% en 1999. En 2001, il a confirmé un accroissement de 0,5%, résultant des tremblements de terre, qui ont entraîné la perte de 50.000 emplois, ainsi qu'une crise dans les plantations de café, aboutissant à la perte de 10.000 emplois. Le gouvernement espère que les Accords de libre-échange et la CBI (Initiative du bassin caraïbe) amélioreront l'économie en 2002 et généreront 400.000 nouveaux emplois au cours des trois prochaines années. Ces attentes sont

toutefois peu susceptibles de se matérialiser. L'incertitude du marché mondial a affecté la demande de produits *maquila* et entraîné des licenciements massifs début 2002. La force de travail féminine sera touchée car elle représente 90% de la main-d'œuvre dans ce secteur.

La Banque centrale de réserves et d'autres sources officielles ont fait état du fait que l'économie réalisera une croissance d'à peine 2% en 2002 (le même pourcentage qu'en 2000) et que l'objectif fixé pour 2003 était de 3%. Le gouvernement qualifie ce résultat de satisfaisant, compte tenu des deux tremblements de terre et du ralentissement de l'économie mondiale. Cette croissance modeste sera soutenue par une hausse de l'investissement public pour la reconstruction, une baisse des taux d'intérêt résultant de la Loi d'intégration monétaire et par un accroissement des envois de fonds aux familles.

Des analystes économiques indépendants estiment que la reprise est incertaine en 2002 et que les accords de libre-échange n'entraîneront pas une revitalisation économique en raison de la concurrence des pays plus développés. Ils conviennent que la meilleure mesure serait un investissement public et estiment que sa réussite dépendra de l'efficacité et de l'efficacité de l'utilisation des ressources.

La faible croissance économique des dernières années n'a pas amélioré le bien-être de la plupart des Salvadoriens, en raison de la concentration continue de la richesse.

Exportation des ressources humaines et importation des envois de fonds

Le Salvador exporte des ressources humaines et importe des envois d'argent. Ceux-ci continuent d'augmenter. La Banque centrale de réserve prévoit un revenu de 1.900 millions de dollars US en 2002 (représentant un accroissement de 8,5% par rapport à 2001). Les envois d'argent couvrent 86% du déficit commercial et sont équivalents à 64% des exportations et à 37% des importations totales du pays. On s'attend à ce qu'ils s'élèvent à un total de 13,4% du PIB. Des études menées par l'Inter-American Development Bank (IDB) spécifient que les envois d'argent sont neuf fois supérieurs à l'aide étrangère et sept fois supérieurs à l'investissement étranger direct. Il ne fait aucun doute que ces envois d'argent aident à alléger la pauvreté et à promouvoir l'économie, mais il n'est pas recommandé qu'un pays dépende de ce type de ressources. Le défi à relever est de promouvoir l'utilisation de ces envois d'argent pour les investissements à moyen et à long terme, et non pour la consommation, mais cette idée a échoué au cours des dix dernières années.³

Deux cent soixante douze millions de dollars US sont déjà en circulation dans l'économie, soit l'équivalent de 51% de l'argent en dehors des banques (532 millions de dollars US). Le gouvernement est satisfait de l'évolution de la dollarisation, mais la population estime que cette mesure est la plus grande

1 Programme de développement des Nations-Unies (PNUD), *Human Development Report 2001*, Salvador, 2001.

2 Le revenu des ventes a chuté, à 60% du revenu total de 2000, où il était de 300 millions de dollars US.

3 La Prensa Gráfica, 18 décembre 2001. p. 4b.

erreur des autorités gouvernementales.⁴ La Cour suprême de justice a rejeté diverses initiatives visant à déclarer anticonstitutionnelle la loi autorisant la dollarisation, mais de nombreuses personnes la considèrent toujours comme anticonstitutionnelle, parce qu'elles rejettent la tendance forte à l'élimination du *colon* comme monnaie nationale.

La corruption parmi les fonctionnaires millionnaires et l'absence de transparence dans certaines décisions juridiques se perpétuent.

Santé et éducation

Bien que des maladies telles que la poliomyélite et la rougeole aient été éradiquées, 12% des nourrissons sont mal nourris et 80% des enfants souffrent cruellement.⁵ La menace d'épidémies telles que le choléra et la conjonctivite, le manque de médicaments, la rareté des soins de santé mentale et post-traumatique persistent encore. Les soins de santé pour les femmes en âge de procréer sont inadéquats. La mortalité maternelle est relativement élevée (120 décès pour 100.000 naissances vivantes). Bien que les responsables du secteur de la santé le démentent avec force, le fait que la privatisation des services soit au moins partiellement la cause de ces insuffisances est un sujet de préoccupation.

L'analphabétisme a connu une baisse de 15% au niveau national (plus de 100.000 personnes ont été alphabétisées par an), mais 30% des femmes des zones rurales sont encore illettrées, ce qui confirme les conditions d'inégalité sociale et de genre. La couverture préscolaire pour les 4-6 ans est en hausse, passant de 34% en 2000 à 42% en 2001, avec un pourcentage égal de garçons et de filles. Des projets étatiques importants sont en train d'être mis en œuvre avec la participation des organisations de la société civile. Le défi à relever est de réhabiliter les structures endommagées par les tremblements de terre, de rétablir l'inscription scolaire, en baisse de 60.000 élèves en 2001 (4%), et d'améliorer la qualité de l'éducation.

Priorité à la reconstruction

Durant son troisième mandat, le Président Francisco Flores se concentrera sur l'investissement public dans les services sociaux, la réduction de la pauvreté et la reconstruction. Le budget général national pour 2002, appelé «Développement humain global» se fixe comme priorités l'investissement et la dette publique, l'éducation, la santé, l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement de base, la réhabilitation des autoroutes, le soutien à la production agricole et à l'élevage, le développement rural et l'accroissement de la capacité d'exportation. D'autres priorités sont la lutte contre la délinquance et l'amélioration de la fiscalité.

Le budget de 2002, approuvé le 19 décembre 2001, s'élève à 2.504,1 millions de dollars US, soit 13% de plus que le budget de 2001, d'un montant de 2.216, 2 millions de dollars US. Le budget comprend une réduction de 17% des dépenses de fonctionnement. Les sources de financement sont les impôts, le crédit, l'épargne en cours et la ré-affectation de l'investissement.

On a reproché au budget d'accroître le niveau d'endettement et de se servir de bons du trésor (LETES) émis par le gouvernement pour financer le déficit. L'économie nationale a apparemment perdu sa capacité à investir ses propres fonds, car depuis l'an passé, elle n'a plus d'épargne courante. C'est pour cette raison que le gouvernement s'est tourné vers le financement extérieur pour les initiatives de développement social, rehaussant ainsi le déficit fiscal.

Étant donné la structure actuelle du gouvernement et les ressources limitées dont il dispose, le budget n'est pas un outil effectif pour la réduction de la pauvreté, la revitalisation économique et la reconstruction du pays. La distribution des 741 millions de dollars US alloués à l'investissement public en 2002 accorde la priorité aux départements les plus affectés par les tremblements de terre, mais pas à ceux qui sont traditionnellement pauvres.

On peut reconnaître que le budget a rehaussé les dépenses pour la santé et l'éducation. Les investissements dans la santé s'élèveront à 14,8% et dans l'éducation à 29,8% du budget total. En outre, ces deux ministères ainsi que celui de la sécurité publique ont été les seuls exemptés de l'objectif de réduction de 15% des dépenses de fonctionnement. Selon les autorités gouvernementales, cette stratégie répond à l'engagement de lutter contre la pauvreté et de créer des opportunités de développement.

Selon les analystes, il y a un déséquilibre entre les montants alloués à la reconstruction et ceux investis dans le domaine social. Bien que le budget de la santé se soit accru de 14,8% par rapport à l'année antérieure, cet accroissement est destiné aux structures, et non aux soins de santé. En outre, 68,8% du total du budget de la santé va aux rémunérations. Les dépenses pour les soins de santé de base ne sont pas reflétées, et on ne voit pas comment les demandes d'une population de plus en plus nombreuse seront satisfaites, avec un nombre égal d'agents de santé et la même quantité de médicaments.

Concernant l'éducation, les ressources allouées à la mise en place d'une éducation de qualité sont également limitées. Les autorités concentrent leur attention pour arriver à un niveau de couverture égal à celui qui prévalait avant les tremblements de terre.

Suite à l'adoption du Budget général national de 2002, à la reconversion de la dette flottante et à l'enveloppe de crédit, le Ministère des finances doit placer des bons d'une valeur de 1.520,4 millions de dollars US sur les marchés internationaux. De ces montants, 740,9 millions de dollars serviront au financement du budget, et 779,5 millions à la reconversion de la dette. Le gouvernement est optimiste car l'expérience de l'émission des bons au cours des deux années antérieures a montré que le pays était solvable.

Dans le contexte de la crise économique mondiale, les syndicats se sont dits satisfaits du budget, car il garantit, à compter de janvier, des appels d'offre pour l'investissement de l'Etat qui généreront la croissance. Le transfert de la dette du court terme au long terme est un programme financier valable, qui aidera à répartir la charge fiscale et réduira les pressions sur les mouvements de trésorerie du gouvernement. Il faudrait noter qu'en 2002, le niveau de l'investissement public sera plus élevé qu'à tout autre moment de l'histoire du pays, avec des affectations significatives au développement humain, aux infrastructures, à l'éducation et à la santé.

Optimisme injustifié des autorités gouvernementales

Tous les rapports de fin d'année du gouvernement qualifient de réussites la croissance économique de 2%, l'accroissement des envois d'argent et la dollarisation. Ils sont visiblement optimistes pour l'année à venir, avec un taux de croissance attendu de 3%, ainsi que la création de milliers d'emplois à travers l'Accord de libre-échange et le CBI (Caribbean Basin Initiative). Mais la plupart des analystes économiques ne partagent pas cet optimisme. Et la population non plus, qui perçoit des risques dans la tendance à l'endettement, dans la corruption, la perte de réserves internationales, la récession économique mondiale, le manque de compétitivité des entreprises nationales, et l'accroissement du chômage et de la pauvreté. Les autorités gouvernementales ne peuvent pas cacher la réalité. Il est nécessaire et urgent qu'elles écoutent ceux qui les appellent à évaluer la situation économique de manière plus objective. Une alternative plus faisable serait une politique imposant le développement d'une voie économique et sociale dans laquelle la croissance économique profite à l'ensemble de la population, et pas seulement à quelques personnes. Cette politique établirait un processus à travers lequel les différents secteurs formuleraient leurs opinions et proposeraient des mesures progressistes pour la revitalisation nationale. ■

Social Watch El Salvador Initiative:
Association of Women for Dignity and Life (LAS DIGNAS)
Maquilishuati Association (FUMA)
Intersectoral Association for Economic Development and Social Progress (Association
Intersectorielle pour le développement économique et le progrès social) (CIDEP)
<cidepnet@es.com.sv>

4 La Prensa Grafica. *Revista Entoquas*. «Résultats d'une enquête d'opinion». 30 décembre 2001.

5 Fonds des Nations-Unies pour l'enfance (UNICEF). *Estado Mundial de la Infancia 2002*. Salvador 2001.